

**Arrêté préfectoral complémentaire  
concernant les installations exploitées par la société SOMECA , situées lieux-dits "Petit  
Clos Pouiri" et "Demi Semences" sur le territoire de la commune de Callas  
et lieu-dit "L'éouvière" sur le territoire de la commune de La Motte  
(carrière La Catalane)**

**Le préfet du Var,**

Vu le code minier ;

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du Président de la République du 15 mai 2025 nommant M. Simon BABRE préfet du Var ;

Vu le décret du Président de la République du 15 avril 2022 nommant M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025/12/ MCI du 2 juin 2025, portant délégation de signature à M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 mars 2012, modifié notamment par les arrêtés complémentaires des 11 septembre 2014, 27 avril 2018, et du 14 novembre 2023 autorisant la société SAS SOMECA à exploiter la carrière dite La Catalane, ainsi que des installations de traitement de matériaux, aux lieux-dits « Petit Clos Pouiri » et « Demi Semences », sur le territoire de la commune de Callas et au lieu-dit « L'Eouvière », sur le territoire de la commune de La Motte ;

Vu le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône méditerranée approuvé par arrêté du 21 mars 2022 ;

Vu le rapport du 16 février 2026 de l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur, établi à la suite de la visite d'inspection du 13 novembre 2025, du site d'exploitation de la société SOMECA visé supra et les constats effectués à cette occasion ;

Vu la communication par courriel du 17 février 2026 à l'exploitant du rapport visé supra et du projet d'arrêté préfectoral complémentaire dans le cadre de la procédure contradictoire réglementaire ;

Vu l'absence d'observation sur le projet d'arrêté exprimé par l'exploitant par mail du 6 mars 2026 ;

Considérant l'absence de plafond annuel de prélèvement dans l'arrêté préfectoral du 14 mars 2012 modifié ;

Considérant la puissance autorisée de l'installation de traitement des matériaux, à savoir 4200kW, et les plafonds de 200 m<sup>3</sup>/h et 200 000 m<sup>3</sup>/an prévus par l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 pour les installations dont la puissance est supérieure à 550 kW ;

Considérant qu'il est nécessaire de définir des valeurs de prélèvement maximal afin d'encadrer la consommation d'eau du site SOMECA de La Catalane au plus près des besoins et dans un souci de gestion résiliente et concertée des ressources en eau, intégrant la perspective du changement climatique ;

Considérant que l'autorité administrative compétente en matière d'installations classées peut imposer toutes prescriptions complémentaires nécessaires à préservation des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant dès lors que les modifications sollicitées ne sont pas substantielles au sens de l'article R181-46-I et III du code de l'environnement mais qu'il est cependant nécessaire d'encadrer leur mise en œuvre par un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires ;

Considérant que les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement sont préservés ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Champ d'application**

La société SOMECA dont le siège social est situé 540, Boulevard Bernard Long – CS 70037 - 83175 BRIGNOLES Cedex, exploitant une carrière et une installation de traitement de matériaux, implantées aux lieux-dits "Petit Clos Pouiri" et "Demi Semences" sur le territoire de la commune de Callas et lieu-dit "L'éouvière" sur le territoire de la commune de La Motte, autorisées par l'arrêté préfectoral du 14 mars 2012, modifié, désignée ci-après par l'exploitant, doit respecter les prescriptions du présent arrêté qui vise à fixer des dispositions complémentaires relatives aux prélèvements en eau du site, dès notification de celui-ci.

## **Article 2 : Prélèvements d'eaux souterraines annuels autorisés**

L'article 11.3 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2012 modifié par les arrêtés préfectoraux du 11 septembre 2014, du 27 avril 2018 et du 14 novembre 2023, relatif aux prélèvements en eau, est complété comme suit :

« Les prélèvements d'eau, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées du point de prélèvement En Lambert 93 (compteur SCP)	Prélèvement maximal		
				horaire (m <sup>3</sup> /h)	Journalier (m <sup>3</sup> /j)	Annuel (m <sup>3</sup> /an)
Eau brute fournie par la Société du Canal de Provence	Système Saint Cassien	FRDRFICTIF 3	X=988 246 Y=6 277 777	60 m <sup>3</sup> /h du 15/09 au 14/05  Pas de prélèvement du 15/05 au 14/09, sauf incident ou avarie	1 440 m <sup>3</sup> /j du 15/09 au 14/05  Pas de prélèvement du 15/05 au 14/09, sauf incident ou avarie	200 000

## **Article 3 : Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **Article 4 : Notification et mesures de publicité**

Le présent arrêté sera notifié à la société SOMECA dont le siège social est situé au 540, boulevard Bernard Long – CS 70037 - (83175) Brignoles Cedex et devra être tenu, dans l'établissement, à disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Callas et celle de La Motte et peut y être consultée.
- L'arrêté est affiché à la mairie de Callas et celle de La Motte pendant une durée minimum d'un mois.
- Procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des Maires de Callas et de La Motte.
- L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département du Var, pendant une durée minimale de quatre mois.

## **Article 5 : Voies de recours**

La présente décision sera notifiée à l'exploitant ; elle est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés, dans un délai de deux mois à compter de son affichage.



Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais indiqués ci-dessus.

Dans le cas où un recours contentieux serait engagé devant le tribunal administratif de Toulon, il intervient par un dépôt de requête, soit auprès de l'accueil de la juridiction, soit par courrier, soit par télécopie ou au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyen" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Tout recours administratif ou contentieux devra être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, sous peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

#### **Article 6 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Var, les maires de Callas et de La Motte, l'inspecteur de l'environnement auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée, pour information, à la sous-préfète de Draguignan, au directeur départemental des territoires et de la mer du Var, au directeur général de l'agence régionale de santé (délégation départementale du Var) et au directeur départemental des services d'incendie et de secours du Var.

Fait à Toulon, le

**23 MARS 2026**

Pour le Préfet et par délégation,  
le secrétaire général

**LUCIEN GIUDICELLI**